

Jordi Tejel

Les zones frontières comme « terres de sang » ? Un regard critique d'après les expériences de massacres de masse au Moyen-Orient

Les réflexions développées dans ce chapitre s'inscrivent dans notre programme de recherches relatives aux questions frontalières au Moyen-Orient, à savoir la construction étatique, les réseaux transfrontaliers, la circulation de personnes (réfugiés, migrants), mais aussi de biens (coton, soie, armes et toute sorte d'objets) et des idées par-delà les nouvelles frontières créées après la Première Guerre mondiale¹. L'un des axes de cette recherche est la mise en place d'une enquête sociohistorique sur la violence étatique (et non étatique) dans les « zones frontières », ou *borderlands*, durant l'entre-deux-guerres afin de réévaluer le lien entre la création ou la consolidation des frontières et la violence, dans un espace situé entre la Turquie, l'Irak et la Syrie. Un lien sur lequel j'ai eu l'occasion d'investiguer dans

¹ Le programme s'intitule « Towards a decentred history of the Middle East: Transborder spaces, circulations, "frontier effects" and state formation, 1920-1946 » (BORDER 725269) », et est soutenu par l'European Research Council (ERC), Horizon 2022.

le cadre du séminaire transversal – histoire, histoire de l’art et archéologie – sur la problématique du « massacre » à l’Université de Neuchâtel. L’objectif de cette contribution n’est donc pas d’étudier un massacre en particulier, mais de réfléchir plus généralement au lien entre l’espace, le territoire et des événements historiques, ô combien récurrents depuis la fin du XIX^e siècle, comme le massacre de masse.

L’historien face à la violence de masse

Entre 1876 et 1933, les frontières ottomanes avec la Russie et la Perse, ainsi que les nouvelles frontières entre la Turquie, la Syrie et l’Irak deviennent le théâtre de divers épisodes de violence de masse, dont deux vont nourrir par la suite la définition de « génocide » forgée en 1943 par le juriste polonais d’origine juive Raphaël Lemkin ; il s’agit des massacres d’Arméniens perpétrés en 1915-1916 et de ceux d’Assyriens dans le nord de l’Irak en 1933². Si les exactions commises sur les communautés chrétiennes d’Orient sont plus ou moins connues, les massacres et les déplacements forcés subis par les populations musulmanes, notamment par les Circassiens et les Kurdes de ces mêmes régions frontalières pendant la même période, sont moins étudiés, voire méconnus.

Ainsi, par exemple, entre la conquête russe de la Crimée en 1783 et la seconde guerre balkanique en 1913, entre 5 et 7 millions de musulmans s’installent dans les territoires ottomans, suite à divers déplacements forcés, souvent précédés et accompagnés de violence. À nouveau, au Caucase, la révolution russe de 1905 est doublée de violents affrontements interethniques entre Arméniens et Tatars (Azéris actuellement).

² Pour un aperçu général, KEVORKIAN Raymond, *Le génocide des Arméniens*, Paris : Odile Jacob, 2006 ; COURTOIS Sébastien de, *Le génocide oublié. Chrétiens d’Orient, les derniers Araméens*, Paris : Ellipses, 2002.

Ces violences se répandent au cours de l'année dans les différentes provinces de la région autour de Bakou³. Il ne s'agit pas de comparer les souffrances des populations musulmanes et chrétiennes, mais de faire un triple point, à la fois épistémologique et méthodologique, nécessaire à tout historien qui se penche sur ces événements.

Le premier concerne un malaise très souvent perceptible chez les historiens ; il y a, en effet, une difficulté pour expliquer que certains groupes et communautés, qu'ils soient musulmans ou chrétiens, puissent être parfois « victimes » de massacres, et, à d'autres moments, vecteurs de violence. Très souvent, l'effort de contextualisation, nécessaire à toute recherche historique, est perçu comme une porte ouverte à la justification des massacres. Dans d'autres cas, les positionnements intellectuels et politiques des chercheurs interdisent tout simplement de penser ces événements en dehors de catégories rigides – victimes/bourreaux – de violences. Les enjeux mémoriels et politiques l'emportent ainsi très souvent sur la recherche historique.

Le deuxième point porte sur les déplacements et les massacres de masse de la fin du XIX^e siècle qui ne peuvent pas être étudiés en tant qu'épisodes isolés entre eux et sont, de plus, déconnectés des événements ultérieurs. Au contraire, ces actes brutaux de masse préparent, dans une large mesure, l'amplification de la violence des sociétés durant la première moitié du XX^e siècle : les idéologies, les techniques de guerre qui s'imposent au début du XX^e siècle font leurs premières armes dans cette partie du monde, où les puissances du moment entrent dans une compétition frontale.

Le troisième point a trait aux sources utilisées par les chercheurs. Les archives des chancelleries européennes et les

³ FORESTIER-PEYRAT Étienne, « Une autre histoire des relations russo-ottomanes », *European Journal of Turkish Studies*, n° 22, 2016. URL : <http://ejts.revues.org/5324>

témoignages des consuls et des missionnaires en poste dans les territoires ottomans nous ont laissé, en général, des récits très biaisés sur ce qu'à l'époque on appelle des « massacres » ou des « atrocités » ; ces récits reflètent à la fois les intérêts géopolitiques de chaque puissance et une vision civilisationniste des relations entre l'Europe et les pays musulmans. En ce sens, la « Question d'Orient », avec les enjeux géopolitiques, ainsi que la montée des nationalismes en Europe, dans les Balkans et dans la région moyen-orientale ont servi, dans une large mesure, les grilles d'analyse pour comprendre les massacres perpétrés dans cette région de contact, une « zone de friction » entre les empires russe, ottoman et austro-hongrois, puis en Turquie et en Irak après 1918.

Sans vouloir sous-estimer ni l'importance du contexte international marqué par la compétition entre ces divers empires, ni le facteur idéologique (la montée des nationalismes et des conceptions sociales-darwinistes l'accompagnant), il nous semble essentiel d'ajouter une troisième dimension dans nos réflexions sur ce phénomène : le facteur spatial. Force est de reconnaître que de l'Europe orientale (avec la famine organisée en Ukraine par Staline en 1933), au Proche-Orient, en passant par l'Amérique ou l'Océanie, les « zones frontières »⁴ deviennent les théâtres de massacres de masse jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

⁴ Les « zones frontières » peuvent être définies comme des zones qui flanquent les *deux côtés* d'une frontière internationale reconnue. Elles forment une bande de territoire indéfinie qui ne peut pas être mesurée en termes quantitatifs, à savoir un nombre déterminé de kilomètres. On peut également ajouter une dimension politique à ce concept ; en ce sens, les « *borderlands* » constituent des régions administratives contiguës à une frontière dont le centre politique se trouve éloigné *physiquement* et *socialement*. CASEY Edward S., « Border versus boundary at la Frontera », *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 29, 2011, p. 384-398 ; ANDERSON James, O'DOWD Liam, « Borders, border regions and territoriality: Contradictory meanings, changing significance », *Regional Studies*, vol. 33, n° 7, 1999, p. 593-604.

Les apports et les limites des *Border Studies*

À la fois limite physique et marqueur symbolique de l'exercice du pouvoir par l'État, la frontière, en tant qu'institution, est devenue l'un des terrains privilégiés des chercheurs pour étudier le lien entre la coercition et la construction étatique. Ainsi, pour Rapper et Sintès, le binôme violence/frontière est consubstantiel à la notion même de frontière. Car si la frontière permet de marquer et de démarquer, elle présente aussi des *risques* pour l'État, lequel se doit d'agir et de réagir face à d'éventuels défis posés par diverses forces agissantes dans l'espace transfrontalier⁵. Dans la même perspective, Ana Maria Alonso perçoit la construction d'un État comme un processus de « mise en ordre » (*order-making*), ancré dans une certaine politique de territorialité; la création, le contrôle et la répression dans les zones de frontières ne seraient que la conséquence inévitable de ce processus⁶.

Pour les historiens Omer Bartov et Eric Weitz, cependant, la violence institutionnelle dans les « zones frontières » n'est pas unique à l'ère des États-nations. Elle apparaît aussi dans les « zones frontières » impériales – les *shatterzone of empires* ou « zones de friction des empires ». Elle résulte ainsi de l'irruption de la logique nationale dans les empires multiethniques (austro-hongrois, ottoman, russe et prussien), des rivalités entre grandes puissances et des conflits sociopolitiques locaux exacerbés par les processus de modernisation. Les périphéries deviennent dans ce contexte de « crise » – c'est-à-dire de fluidité – un espace

⁵ RAPPER Gilles, SINTÈS Pierre, « Composer avec le risque : la frontière sud de l'Albanie entre politique des États et solidarités locales », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, n° 4, 2006, p. 243-271.

⁶ ALONSO Ana M., « Sovereignty, the spatial politics of security, and gender: looking north and south from the US-Mexico border », in KROHN-HANSEN Christian, NUSTAD Knut G. (éd.), *State Formation: Anthropological Perspectives*, Londres : Pluto Press, 2005, p. 27-52.

de violence de masse afin de garantir la stabilité des nouvelles frontières étatiques⁷.

Ainsi, des régimes mobilisant des idéologies diverses – du fascisme au communisme, en passant par des régimes parlementaires – auraient fait de cette mise « en ordre » (« *(b) ordering*») des « zones frontières » une mission « civilisatrice », au nom de la « modernité » et du « progrès »⁸. Ce faisant, dans des contextes particuliers, les États auraient tendance à créer des zones spéciales de non-droit, des lieux anomiques où régnerait « l'état d'exception », forme de souveraineté moderne.

Durant les XIX^e et XX^e siècles, les exemples de violence de masse ou de coercition intense dans les zones de frontières ne manquent pas. Le monde contemporain est, en effet, fondé sur l'avènement de « terres de sang »⁹. C'est un fait indéniable. Toutefois, les travaux qui mettent l'accent sur la violence dont les régions frontalières ont été témoins présentent quelques problèmes.

Tout d'abord, ces travaux – en particulier les approches comparatistes – tendent à fournir des analyses superficielles, peu attentives aux variations spatiales et temporelles de la coercition exercée par les acteurs étatiques. En outre, les analyses influencées par une perspective foucauldienne et/ou agambienne de l'exercice du pouvoir sur l'espace et les régions frontalières tendent à surestimer le degré et l'homogénéité de l'autorité de l'État, c'est-à-dire à étudier l'État dans une perspective wébérienne, une entité homogène, autonome vis-à-vis de la société et qui exerce le monopole de la violence sur son territoire. En réalité,

⁷ BARTOV Omer, WEITZ Eric D. (éd.), *Shatterzone of Empires. Coexistence and Violence in the German, Habsburg, Russian and Ottoman Borderlands*, Bloomington-Indianapolis : Indiana University Press, 2013.

⁸ SCOTT James C., *The Art of Not Being Governed. An Anarchist History of Upland Southeast Asia*, New Have & Londres : Yale University Press, 2009.

⁹ SNYDER Timothy, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris : Gallimard, 2012.

l'autorité étatique dans les « zones frontières » est exercée très souvent de manière fragmentée (c'est-à-dire peu coordonnée entre les institutions étatiques), sélective et progressive, avec des hauts et des bas, en fonction d'une multitude de facteurs en interaction et relevant de plusieurs échelles d'analyse : locale, nationale, régionale et globale.

Deuxièmement, un bon nombre de ces études tendent à offrir des analyses déterministes sur l'identité des populations habitant dans les « zones frontières », perçues comme rebelles ou insoumises face au pouvoir. Or une des caractéristiques des « zones frontières » est leur hybridité ; en ce sens, elles manquent d'une identité distincte qui s'opposerait à celle du « centre ».

Ensuite, les travaux focalisés sur les activités quotidiennes des populations frontalières tendent à interpréter ces activités comme des exemples de *résistance politique*. S'il est vrai que les « zones frontières » sont habitées par des populations locales qui transgressent les frontières et très souvent « *font du commerce, travaillent, se socialisent et se marient comme si la ligne entre les pays n'existait pas* », il existe aussi d'autres configurations possibles : il y a « *ceux qui y vivent et ceux qui en vivent* »¹⁰. Autrement dit, les attitudes et les perceptions des locaux peuvent varier face à une même réalité. En ce sens, et comme Jacques Revel le souligne, à l'échelle micro, le contexte global ne détermine pas forcément les choix, les actions ou les attitudes des individus¹¹.

Enfin, cette littérature tend à se focaliser sur la violence perpétrée par les empires ou les États modernes, oubliant le fait que dans certains cas, la participation des populations locales aux massacres doit être aussi prise en considération. C'est le cas, par exemple, des massacres perpétrés sur les Arméniens par les régiments tribaux *Hamidiye* en 1894-1895 et, à nouveau,

¹⁰ BOCCO Riccardo, MEIER Daniel « Penser la notion de frontière au Moyen-Orient », *A contrario*, vol. 3, n° 2, 2005, p. 5.

¹¹ REVEL Jacques (éd.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris : Gallimard & Seuil, 1996.

en 1915 où des tribus et des milices kurdes et turkmènes participent activement au génocide arménien.

Conclusions

Entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, divers projets politiques (impérial, national, communiste, fasciste) justifient le recours à des techniques d'ingénierie sociale, y compris les déplacements forcés de populations, les massacres de masse, voire l'élimination physique et organisée de certains groupes ethniques et/ou religieux. Mais, à l'exception de la violence liée directement à la Première Guerre mondiale, force est de constater que les grands massacres de cette période de transition se produisent dans les « zones frontières » entre empires et/ou entre États-nations.

Peut-on dès lors considérer ces massacres comme faisant partie d'un phénomène global, résultat d'une modernité universelle, aseptisée, avec le risque de décontextualiser les ressorts historiques de chaque crime de masse survenu dans les « zones frontières » ? La réponse est négative. Entreprendre un comparatisme non réducteur implique la recherche d'un récit historique ouvert, sans préjuger des objectifs des acteurs, de la force des idéologies officielles, des positions des acteurs (autorité/résistance, bourreaux/victimes). En ce sens, l'examen des « zones frontières » dans une perspective dynamique demande une lecture fine, attentive aux contingences historiques relevant des diverses échelles d'analyse – macro, méso et micro – afin de mieux appréhender la violence autour des frontières, que ce soit au Moyen-Orient ou ailleurs.

Résumé : La combinaison de projets politiques teintés d'une pensée sociale-darwiniste, les ambitions géostratégiques des puissances européennes sur les territoires de l'Empire ottoman ainsi que l'importance croissante du principe de territorialité

contribuent à la violence accrue au sein des sociétés moyen-orientales entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle. Les populations placées dans les « zones frontières » deviennent une cible particulière de la violence de masse exercée par des acteurs étatiques et non étatiques.

Abstract: An intersection of diverse political projects coloured with social-Darwinist traits, European geostrategic ambitions throughout large areas of the Ottoman Empire, as well as the increasing ascendancy of the principle of territoriality, paved the way for the “brutalisation” of Middle Eastern societies between the late nineteenth and early twentieth centuries. Significantly, border dwellers became the main target of both state and non-state players’ mass violence.

